



HAL
open science

Jean-Jacques Becker historien. Pour comprendre le XXe siècle européen

Stéphane Audoin-Rouzeau, Sophie Cœuré, Vincent Duclert, Frédéric Monier

► To cite this version:

Stéphane Audoin-Rouzeau, Sophie Cœuré, Vincent Duclert, Frédéric Monier. Jean-Jacques Becker historien. Pour comprendre le XXe siècle européen. La politique et la guerre. Pour comprendre le XXe siècle européen. Hommage à Jean-Jacques Becker, Agnès Viénot - Noésis, pp.621-631, 2002. halshs-02011806

HAL Id: halshs-02011806

<https://shs.hal.science/halshs-02011806>

Submitted on 8 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONCLUSION

JEAN-JACQUES BECKER HISTORIEN POUR COMPRENDRE LE XX^e SIÈCLE EUROPÉEN

Portée dans trois directions principales, la Grande Guerre, le monde communiste, enfin l'histoire politique de la France contemporaine, l'œuvre de Jean-Jacques Becker s'est développée aussi vers bien d'autres objets qui décrivent sa très forte curiosité autant que son souci de conduire une réflexion neuve sur les choses et les hommes : les relations internationales - héritage de son maître Renouvin, l'Orient proche et « compliqué » comme il aime à le rappeler en utilisant une expression du général de Gaulle, l'affaire Dreyfus et tout ce qui, dans le déjà lointain XIX^e siècle, peut expliquer les temps contemporains, Jaurès, la gauche et le socialisme anté-bolchevique, le fait religieux et les Juifs de France dont il dirigea une histoire en 1998 avec Annette Wieviorka¹, le fait militaire bien au-delà de la Première Guerre mondiale, le fait politique qu'il interroge aussi bien dans de micro-événements que dans de grandes figures comme celle de Clemenceau, le métier d'historien et l'écriture de l'histoire enfin, depuis la question des archives jusqu'au secret dans l'histoire².

L'œuvre de l'historien naît d'une unité profonde dans les recherches menées. Unité de méthode dans la connaissance des sources et leur critique constante, unité de style dans le sens du récit et la volonté de démonstration, unité de pensée dans la recherche de ce qui fonde les choix collectifs et individuels dans

1. Jean-Jacques Becker et Annette Wieviorka (dir.), *Les Juifs de France de la Révolution française à nos jours*, Paris, Liana Levi, 1998, 445 p.

2. Jean-Jacques Becker (dir.), « Les archives, l'histoire et l'État », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 135, janvier-mars 1995, pp. 10-40 ; « Le secret en histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 58, avril-juin 2000, 80 p.

les sociétés. La guerre, les révolutions, les ruptures sont des moments qu'il privilégie peut-être, par leur capacité à mettre les personnes et les groupes dans des épreuves de vérité, mais Jean-Jacques Becker a vu aussi dans les temps ordinaires, dans le jeu des normes et la règle des discours, la possibilité de comprendre la politique et la guerre. Entre ces deux termes qui se confrontent, qui se conjuguent ou qui s'excluent, il y a l'interrogation sur l'opinion et ses formes : ses travaux ont contribué à faire de ce domaine un enjeu central de la connaissance des sociétés contemporaines occidentales.

Plus que la guerre ou la politique, c'est bien le lien entre ces deux pratiques, entre ces deux mondes, qui retient son intelligence d'historien. Comment la politique parvient-elle à se maintenir dans la guerre, et comment la guerre transforme-t-elle la politique entre souvenir et mémoire, entre sociétés, nations et individus ? Cette interrogation croisée parcourt les trois grands objets qu'il a construits et qui définissent son œuvre scientifique autant que son parcours d'historien. Ils décrivent un XX^e siècle pleinement européen, dans ses drames comme dans ses espoirs, et ils en donnent une explication aussi nécessaire que précise. Le point d'orgue de cette construction tient dans la Première Guerre mondiale et dans la place qu'elle n'a cessé d'occuper dans les consciences individuelles et collectives.

Cette « Très Grande Guerre », qui eut, comme l'écrivit le commandant Armand Mayer dans une lettre du 3 février 1916 qui le fit radier des cadres, « le caractère d'une guerre civile » en Europe, ne peut se comprendre qu'en interrogeant le fait politique qui la porte et qui la constitue comme événement permanent, en attestent les dernières controverses sur la place des « mutins de 1917 » dans la mémoire nationale. Et comprendre cette guerre, c'est ensuite se donner les moyens et les outils de penser l'après, mais aussi de revenir sur l'avant, sur un XIX^e siècle conquérant mais incohérent, universel mais nationaliste, idéaliste et impérial. Et d'en traquer les évolutions comme ce renouveau de la « question nationale » dans les premières années de 1900, « un changement d'attitude, un changement de mentalité, à vrai dire assez étranger aux circonstances internationales, mais qui ne fut évidemment pas sans conséquences sur le grand embrasement de 1914 » forme de tournant historique à l'échelle de l'Europe et du siècle³.

3. Jean-Jacques Becker, « 1905 : la menace de guerre est-elle à l'origine d'un renouveau nationaliste ? », *1890-1914. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 19, 2001 (« Y a-t-il des tournants historiques ? 1903 et le nationalisme »), p. 26.

De 14-18 et d'ailleurs

L'expertise de Jean-Jacques Becker sur la Grande Guerre s'est affirmée précocement avec la publication, en 1964, d'un ouvrage écrit en collaboration avec Annie Kriegel : *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*⁴. Près de quarante ans plus tard, le livre, qui entre autres apports montrait excellentement le décalage entre l'événement attendu et l'événement réel au sein du mouvement ouvrier, « tient » toujours aujourd'hui : rien n'est venu le remplacer. Mais c'est surtout sa thèse d'État, préparée sous la direction de Pierre Renouvin (qui mourut toutefois avant que le travail de son élève ne soit achevé), soutenue en février 1976 à l'université de Paris X-Nanterre, qui établit une percée historiographique dans le domaine du premier conflit mondial. Avec *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre*⁵, Jean-Jacques Becker ne réalisait pas seulement une étude d'opinion magistrale, exemplaire à tous égards : il portait l'attention sur un « temps court » d'une extrême importance : celui du basculement des sociétés européennes (de la société française ici, mais depuis les problématiques ouvertes par l'auteur ont été appliquées aux autres belligérants) dans le conflit européen. La lecture qui fut faite de ce grand travail à l'époque étonne quelque peu, rétrospectivement : on retenait en particulier que l'auteur remettait en cause le mythe du départ « la fleur au fusil », au profit d'une vision plus « froide » de la manière dont les Français étaient entrés dans la guerre. Aujourd'hui, c'est bien davantage la démonstration de l'ampleur de l'acceptation du conflit, entre le 27 juillet et le 1^{er} août, qui retient l'attention ; comme retient l'attention la *conversion* de l'opinion, depuis son acceptation initiale, à la *résolution* dans les jours qui ont suivi la mobilisation générale. Une résolution patriotique adossée à une lecture purement défensive du conflit (y compris dans le monde ouvrier), et qu'est venue renforcer la brusquerie de la crise (preuve de la préméditation adverse, croit-on) ainsi que la certitude d'une guerre courte.

La thèse de Jean-Jacques Becker a ouvert ainsi la voie à une « histoire d'en bas » de la Grande Guerre, soucieuse précisément des problèmes d'acceptation du conflit là où le tropisme du ou des refus avait jusqu'ici tant retenu l'attention. De là, et très vite, l'historien élargissait son propos et à la période de

4. Jean-Jacques Becker et Annie Kriegel, *La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, coll. « Kiosque », 1964, 243 p. Son ouvrage publié une décennie après, *Le carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914* (Paris, Klincksieck, 1973, 226 p.) apparaît à certains égards comme un approfondissement d'une des directions ouvertes par l'étude plus globale du mouvement ouvrier face à la guerre, dix ans plus tôt.

5. Jean-Jacques Becker, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, 637 p.

la guerre tout entière, et à la problématique du rôle de l'arrière pendant le conflit mondial: ce fut *Les Français dans la Grande Guerre*, paru en 1980⁶. Sur un tel sujet, l'ouvrage ne visait évidemment pas l'exhaustivité: mais à travers un prisme d'exemples, d'aperçus dans différentes régions et dans différents milieux sociaux, Jean-Jacques Becker établissait le premier vrai tableau de la vie de l'arrière pendant le conflit, en même temps qu'il expliquait la ténacité de la société française en guerre: le monde paysan, en particulier, avait joué un rôle stabilisateur décisif, même aux pires moments de 1917 et 1918; le monde ouvrier, quant à lui, n'avait jamais franchi, même au cours de la dernière année de la guerre, le point de rupture permettant de passer du désir de paix à la paix par la défaite de la nation.

Le champ politique au XX^e siècle constituait, on le sait, l'autre spécialité de Jean-Jacques Becker: le lien entre l'étude de ce dernier et la Grande Guerre, établi dès 1964 avec *La guerre et le mouvement ouvrier français*, est renoué, en quelque sorte - et magistralement - avec un autre petit livre paru en 1988: *La France en guerre, 1914-1918: la grande mutation*⁷. L'ouvrage tout entier était fondé sur la notion de « consensus »: consensus politique, consensus patriotique. Consensus politique parce que patriotique, dont l'auteur montrait la force initiale, les aléas, les prolongements, les ruptures. L'Union sacrée et sa « dérive droitiste » faisaient ainsi l'objet d'une analyse extraordinairement éclairante, permettant de comprendre bien des aspects de la crise politique de l'entre-deux-guerres, et en particulier le problème d'identité du Parti radical, si lourd de conséquences pour l'équilibre du régime républicain.

À l'époque où paraissait cet ouvrage centré sur la France, Jean-Jacques Becker avait néanmoins entrepris l'élargissement du champ historiographique de la Première Guerre mondiale à un niveau international: la guerre avait été mondiale, c'était donc sur un plan mondial - à travers un effort d'histoire comparée - qu'il fallait désormais l'appréhender pour la comprendre plus complètement. De ce souci a procédé l'organisation en 1988, à Paris X-Nanterre, du colloque « Les Sociétés européennes et la guerre de 1914-1918 »⁸, qui marqua le premier pas de la constitution d'un réseau international de chercheurs qu'allait réunir le Centre de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne.

6. Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 317 p.

7. Jean-Jacques Becker, *La France en guerre. 1914-1918: La grande mutation*, Bruxelles, Complexe, 1988, 221 p.

8. Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau (dir.), *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris, Centre d'histoire de la France contemporaine, Université de Paris X-Nanterre, 1990, 495 p.

À cette date en effet, avait été lancé depuis deux ans, dans la Somme, le grand projet muséal de l'Historial, dont Jean-Jacques Becker constituait évidemment l'expert français principal, aux côtés de Gerd Krumeich pour l'Allemagne et de Jay Winter pour le monde anglo-saxon. Le musée n'ouvrit ses portes qu'à l'été 1992, mais son centre de recherche, constitué d'un réseau international de chercheurs choisis parmi les plus grands spécialistes de la Grande Guerre, fut inauguré dès septembre 1989. Jean-Jacques Becker devint son président, charge qu'il occupe toujours aujourd'hui.

Sous sa direction, un véritable changement d'échelle se produisit dans l'historiographie du premier conflit mondial. Mais le changement de seuil fut lié aussi à un changement de paradigme: sous la direction de Jean-Jacques Becker, on assista ainsi à l'émergence, puis à l'affirmation d'une histoire culturelle menée à une échelle internationale, aujourd'hui reconnue par la communauté scientifique mondiale: la part prise par Jean-Jacques Becker dans cette mutation et ce changement d'échelle fut considérable, au plan intellectuel comme organisationnel. Ainsi, sous sa direction, c'est non seulement l'historiographie d'un sujet qui s'est trouvée renouvelée de fond en comble, mais le sujet lui-même qui est revenu au premier plan des préoccupations historiennes. Et ce, il faut le souligner, en moins de dix années.

Le communisme « en historien »

Ainsi publié en 1964, *La guerre et le mouvement ouvrier français* interrogeait la complexité, brutalement mise à nu en 1914, du double sentiment d'appartenance nationale et internationaliste chez les militants ouvriers, et symbolisait le point de départ de deux grandes œuvres d'historiens. Annie Kriegel, qui faisait paraître la même année un petit ouvrage sur le congrès de Tours, allait appliquer ce questionnement à l'influence de la révolution russe et de la « greffe » bolchevique sur le mouvement ouvrier, se consacrant à comprendre ce qui a fait, au fil des évolutions historiques, le sentiment d'appartenance au monde communiste puis à penser plus globalement le système communiste. Jean-Jacques Becker, son frère et co-auteur, élargissait, quant à lui, la question de l'entrée en guerre à l'ensemble de l'opinion française et tissait, on l'a vu, la trame d'une histoire renouvelée du premier conflit mondial.

L'invention d'un sujet, la prédilection vers une période de l'histoire naissent de l'itinéraire personnel d'un chercheur et d'un enseignant en même temps

qu'elles en forment l'image. Jean-Jacques Becker ne s'est guère montré enclin à l'«ego-histoire»... Il a pourtant laissé comprendre comment l'appartenance de quelques années à l'univers communiste puis la lente maturation du détachement ont pu s'allier à un tempérament qui le portait vers l'engagement responsable plus que vers le militantisme polémique, surtout dans le contexte des rapports bien singuliers des milieux intellectuels et universitaires français des années 60 et 70 avec la question du communisme. Jean-Jacques Becker se consacra à la Grande Guerre pour en devenir un historien majeur, et c'est au début des années 80 seulement qu'il élargit de nouveau son champ d'étude au mouvement ouvrier français. Au Parti communiste plus précisément dans un premier temps, analysé comme un acteur singulier, mais toujours replacé au sein d'une histoire politique, parlementaire et institutionnelle parfaitement maîtrisée. Avec *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir?*⁹, Jean-Jacques Becker proposait en 1981 une analyse précise de «la stratégie du Parti communiste de 1930 à nos jours», en prêtant une attention tout à fait pionnière à l'usage particulier du «langage» par lequel s'expriment l'idéologie et les intentions communistes, qu'il soit discours révolutionnaire ou «double langage» des périodes d'immersion dans le jeu républicain français. Dès lors, il allait donner de nombreuses études sur le Parti communiste et sur son rôle aux moments clés de l'histoire de France: 1939, 1947, 1956, 1968, 1981..., sans contourner les périodes de conflit mémoriel (Seconde Guerre mondiale, guerre d'Algérie) ni reculer devant l'étude très contemporaine d'une «France sans communistes».

Il faut faire une place particulière à l'*Histoire de l'anticommunisme en France*, parue en 1987¹¹. En signalant en quelques lignes d'introduction l'absence de travaux sur ce qui fut pourtant, à maintes reprises, un «réflexe fondamental de la société politique française», Jean-Jacques Becker et Serge Berstein marquaient avec modestie l'invention d'un champ de recherches promis à un développement fructueux. Ils en définissaient les règles de la méthode, à la fois par l'attention portée à la pluralité des formes et des périodes, et par le souci de faire d'un même mouvement l'histoire de l'instrumentalisation du «danger» communiste et celle de l'épouvantail anticommuniste agité par le PCF lui-

9. Voir cependant «Les deux guerres de Jean-Jacques Becker», portrait par V. Sales, *L'Histoire*, n° 222, juin 1998.

10. Jean-Jacques Becker, *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir (la stratégie du Parti communiste de 1930 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1981.

11. Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, tome I, 1917-1940, Paris, Olivier Orban, 1987, 407 p.

même, sans pour autant incarner par leurs travaux «le dernier avatar de l'anticommunisme». L'appel à la rigueur historienne n'était pas vain, car l'usage polémique de l'histoire du communisme allait connaître un tournant après la disparition de l'URSS et l'ouverture des archives de Moscou, avec notamment le débat soulevé par *Le Livre noir du communisme* dirigé par Stéphane Courtois et Nicolas Werth en 1997¹². Au sein de l'équipe rédactionnelle des revues *Communisme* ou *Vingtième siècle* comme dans les interventions où l'historien démêle les fils des controverses pour le plus large public des médias, Jean-Jacques Becker affirme le souci d'éviter les simplifications polémiques, d'appliquer à cette question comme à tout autre les règles de la méthode critique, de replacer sans relâche les différents avatars du communisme dans leur contexte historique, national et international. Il joue ainsi un rôle important dans la lente mutation du paysage historiographique vers une approche du passé communiste qui puisse concilier la confrontation, voire l'affrontement des analyses, avec la parfaite courtoisie des rapports humains.

«Dans les profondeurs»: le politique comme substrat

Jean-Jacques Becker, on le sait, n'est pas seulement un historien du mouvement ouvrier et du communisme, et pas uniquement ce spécialiste incontesté de la Grande Guerre, mais aussi un chercheur qui a défini et mis en œuvre une conception exigeante de l'histoire politique de la France, singulièrement de son «histoire contemporaine récente¹³», pour suivre une de ses formules.

S'il est difficile, pour ceux qui ont appris cette histoire du politique auprès de lui, de prétendre aller au-delà d'une évocation, nécessairement subjective, reste que, dans ces allers et retours entre lectures d'œuvres et souvenirs de leçons, émergent quelques traits d'un discours de la méthode, qui a contribué de façon décisive au renouvellement d'une histoire contemporaine du politique pendant longtemps décriée. Ce discours est animé par le souci de la profondeur, le terme, récurrent dans ses travaux comme dans son enseignement, évoquant, plus que d'autres métaphores peut-être, l'investigation historique comme processus original.

12. Stéphane Courtois et alii, *Le Livre noir du communisme: crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, rééd. coll. «Bouquins», 1998, 920 p.

13. Jean-Jacques Becker, «La IV^e République et l'histoire contemporaine», Introduction à «*La IV^e République: histoires, recherches et archives*», dossier du Centre historique des Archives nationales, *Historiens & Géographes*, n° 357-358, p. 105.

À la confluence avec une histoire de l'opinion, et une histoire de la Grande Guerre déjà évoquée ici, cette histoire politique contemporaine obéit à cette exigence nettement formulée avant la publication de *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre*. Amplifiant ses premières recherches, Jean-Jacques Becker entreprend, avec *Le Carnet B*, l'analyse d'une appréhension, mesurant et restituant les réactions des pouvoirs publics face à l'antimilitarisme existant au sein du mouvement ouvrier français avant 1914. Le déplacement initial, dans le champ d'études, de l'angle d'attaque, de l'antimilitarisme à l'appréhension qu'il suscite, révèle l'élaboration d'un projet d'enquête d'une tout autre portée. Si l'étude de l'antimilitarisme n'est pas, alors, au cœur de l'investigation, c'est, lit-on, parce qu'il « aurait fallu en particulier non plus se maintenir à la surface, mais pénétrer dans les profondeurs d'un secteur de l'opinion publique¹⁴. »

Dans cette invention, ou cette genèse, d'un sujet profondément original, émerge un discours sur l'histoire dont les grandes lignes sont, peu à peu, affirmées et affinées. Dans la partie de l'œuvre de Jean-Jacques Becker consacrée à l'histoire contemporaine récente, la date de 1988 constitue une charnière, avec la publication de *L'Histoire politique de la France depuis 1945*, dont le succès, presque quinze ans plus tard, montre s'il en était besoin que cette synthèse critique cernait l'essentiel des évolutions proches, et que les interprétations proposées gardent toute leur pertinence.

Pour en rester à la date de 1988, c'est, en ce qui concerne la méthode, vers un autre texte que l'on peut se tourner. Intitulée « L'opinion », la contribution de Jean-Jacques Becker à l'ouvrage collectif dirigé par René Rémond, *Pour une histoire politique*, vise précisément à redéfinir des approches en plein renouvellement. L'exigence initiale est réaffirmée, - on ne s'en étonnera pas -, avec une ferme rigueur : l'histoire « de l'opinion publique est une histoire en profondeur¹⁵. » Opérant une mise en perspective historiographique, Jean-Jacques Becker, citant Marc Bloch, rappelle que l'on ne saurait se résoudre « à savoir comment les événements se sont passés », sans chercher à comprendre « également comment ils ont été perçus ». La recherche d'une dimension supplémentaire dans l'investigation du passé commande et légitime cette histoire politique rajeunie : « du point de vue de la connaissance pure, l'histoire sans cette dimension reste incomplète. » En somme, dans la profondeur des

réactions collectives et des perceptions individuelles, l'opinion publique restitue leur relief aux événements et rend son intelligibilité au processus historique.

Cette conception est mise en œuvre dans le volume d'une grande ampleur qui, sous le titre *Crises et alternances (1974-1995)*, clôt la série de la « Nouvelle histoire de la France contemporaine » dix ans plus tard. Ce texte est capital pour l'histoire politique car il opère, grâce à cette plongée dans les processus de formation de l'opinion et de décision des pouvoirs publics, un renversement décisif. L'investigation permet de mettre à jour ce que Jean-Jacques Becker nomme le « substrat de toutes choses dans un pays comme la France » : le « combat politique¹⁶ ». Ce faisant, le paradigme dominant après 1945, d'une histoire politique seconde, sinon secondaire, par rapport à une histoire économique et sociale pensée comme décisive, est retourné. C'est ce substrat, inscrit dans une longue histoire, qui, confronté à des réalités mouvantes, donne la clé de l'état d'esprit des Français, dominé, pour ces années 1974-1995, par le « désarroi ». Cette évolution majeure fonde une histoire du politique, ouverte au passé le plus proche et à ses perceptions, que Jean-Jacques Becker a su munir d'une méthode aussi rigoureuse que fertile.

Le politique et la guerre

Au-delà de la politique, il y a le politique, c'est-à-dire la présence des faits politiques là où on les attend le plus, ou le moins. Le plus, pour Jean-Jacques Becker, demeure certainement les quelques hommes d'État imaginés par le XIX^e siècle et révélés par le XX^e. Georges Clemenceau occupe une place particulière. Vers lui et ce « prodigieux aboutissement qui en fit le "Père-la-Victoire" » convergent certaines des interrogations les plus vives de l'historien. Il lui consacra son été 1998 et fit paraître à l'automne, un petit livre très dense pour saisir un homme et son contraire, « l'homme politique à la carrière tourmentée et contestée jusqu'à plus de soixante-dix ans, et celui qui, à soixante-seize ans, en quelques mois, devient l'un des deux hommes d'État français du XX^e siècle - avec le général de Gaulle - dont vraisemblablement l'avenir se souviendra ». On remarquera le facteur de la guerre dans cette distinction, la guerre comme défi intellectuel, enjeu militaire et engagement politique : l'homme d'État est celui qui sait faire la guerre et marquer l'épreuve du « sceau de votre volonté », comme

14. Jean-Jacques Becker, *Le Carnet B*, op. cit., p. 175.

15. Jean-Jacques Becker, « L'opinion », in René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1988, p. 162.

16. Jean-Jacques Becker, *Crises et alternances (1974-1995)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Nouvelle histoire de la France contemporaine », 1998, p. 742 [nouvelle édition, *Crises et alternances 1974-2000*, 2002, 956 p.]

le déclarait Clemenceau au terme de son discours d'investiture prononcé devant les députés le 20 novembre 1917¹⁷.

Le moins, ce sont tous ces dispositifs sur lesquels les hommes, les humbles ou les puissants, semblent n'avoir que peu de prise tant les logiques de l'idéologie politique ou de la peur sociale paraissent dominantes. Pourtant, à l'heure de la décision, ce sont d'autres choix qui prévalent. La première grande étude de Jean-Jacques Becker, sur laquelle les auteurs de cette conclusion ne peuvent que revenir, porte précisément sur cette confrontation entre des logiques collectives et l'événement qui les transforme. *Le Carnet B* sous-titré *Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914* interroge ces dispositifs de contrainte et le rapport qu'ils entretiennent avec la décision politique: si le ministre de l'Intérieur décida, le 1^{er} août 1914, de ne pas procéder à l'incarcération des quelque 2 500 militants socialistes, anarchistes et antimilitaristes répertoriés depuis 1886 par les services de gendarmerie et de police¹⁸, et, selon la formule de Pierre Renouvin, «de faire confiance aux suspects dont l'arrestation devait avoir lieu en cas de mobilisation générale¹⁹», la raison est à rechercher autant du côté de celui qui décida que dans le processus de surveillance et d'espionnage débouchant sur l'élaboration des listes du «Carnet B». Pour ce faire, Jean-Jacques Becker tenta non seulement de reconstituer ces fichiers détruits en 1940, en plongeant dans les Archives départementales qui en avaient gardé la trace, mais aussi d'analyser les instructions déterminant ces pratiques policières. Il parvint alors à comprendre que les habitudes administratives forgées dans la III^e République ne pouvaient qu'entraver l'efficacité d'un tel dispositif, si bien que la décision de Malvy doit être placée, pour l'expliquer, dans la longue durée des rapports entre l'État et la société. Mais seule une enquête archivistique approfondie et une analyse critique des représentations permettaient de mettre à jour ces dispositifs de pouvoir, et leurs limites.

Expérience de «micro-histoire» avant la lettre, *Le Carnet B* exprime ce politique au ras du sol, indissociable de l'histoire de la politique au sommet. Toute la méthode de Jean-Jacques Becker, pratique d'enquête autant que mode d'écriture, est annoncée dans cette œuvre de jeunesse à laquelle il demeurera fidèle. Ainsi la vaste étude qu'il s'apprête à diriger, avec Gilles Candar, sur

*l'Histoire des gauches en France*²⁰, vise-t-elle à unir cette recherche de la base avec celle du sommet, à décrire le lien entre des identités collectives et des engagements singuliers, à conduire en d'autres termes une anthropologie de l'homme et de la femme de gauche. Après l'enseignement auquel il a consacré beaucoup de sa vie universitaire, Jean-Jacques Becker se destine de plus en plus à l'écriture et au rapprochement des personnes comme des générations. Une seconde grande entreprise collective le mobilise, celle du *Dictionnaire critique de la Grande Guerre*²¹ qu'il conduit avec Stéphane Audoin-Rouzeau et les autres membres du Comité directeur du centre de recherche de l'Historial²².

Mais l'écriture de l'histoire s'entend aussi dans les multiples occasions où Jean-Jacques Becker parle et témoigne de son savoir d'historien et de son souci de le transmettre, depuis sa participation aux colloques et tables rondes qu'il accepte avec bonheur, comme en janvier 2002 quand il évoqua «Jules Isaac et la Grande Guerre» à la bibliothèque Méjanès d'Aix-en-Provence, jusqu'aux cours et aux séminaires qu'il accepte d'animer avec autant de bonheur, pour une séance ou une journée, et sans oublier le séminaire d'histoire contemporaine qu'il anima ces dernières années à Paris X-Nanterre après l'avoir créé de main de maître en 1995.

Cette histoire qui continue, et qui participe de la compréhension du temps contemporain, qu'il soit proche ou éloigné, national ou international, est aussi le lieu dans lequel s'exprime sa relation avec ses collègues, ses élèves et ses amis. *La politique et la guerre. Hommage à Jean-Jacques Becker* en est la preuve. Ce livre qui montre comment une œuvre est vivante dans la manière dont elle inspire la recherche en histoire, restitue en même temps la part d'émotion contenue qui naît des liens professionnels et affectifs avec Jean-Jacques Becker. À chacun s'impose ainsi ce devoir de continuer avec lui cet effort de la pensée pour comprendre le XX^e siècle européen.

Stéphane Audoin-Rouzeau, Sophie Cœuré,
Vincent Duclert, Frédéric Monier

17. Ce discours, ainsi que d'autres documents, figure dans les annexes de *Clemenceau. Intraitable*, Paris, Éditions Liana Levi, 1998, p. 137.

18. L'étude critique des circonstances de cette décision a été menée quant à elle par Annie Kriegel dans les *Origines du Communisme français*, tome I, Paris, 1964, pp. 57-58.

19. Pierre Renouvin, «Préface», in Jean-Jacques Becker, *Le Carnet B*, op. cit., p. 7.

20. Dans la collection «L'espace de l'histoire». Parution prévue des deux tomes: fin 2003.

21. *Dictionnaire critique de la Grande Guerre*, à paraître aux éditions Bayard en 2003.

22. Annette Becker, Gerd Krumeich, Jay Winter, Christophe Prochasson, Annie Deperchin.